

# Projet de loi de finances pour 2001

Effort financier de l'État  
en faveur des collectivités locales



**Table des matières**

<b>Note préliminaire</b>	<b>5</b>
<b>Effort financier de l'État en faveur des collectivités locales</b>	<b>7</b>
<b>Budget général et comptes spéciaux du Trésor</b>	<b>17</b>
Prélèvements sur les recettes de l'État	21
Subventions et dotations de fonctionnement et d'équipement hors transferts de compétences	
Fonctionnement	22
Équipement	26
Subventions et dotations de fonctionnement et d'équipement liées aux transferts de compétences	
Fonctionnement	31
Équipement	32
Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs	33
Comptes spéciaux du Trésor	34
<b>Fiscalité transférée</b>	<b>35</b>
<b>Collectivité territoriale de Corse</b>	<b>39</b>
<b>Annexe</b>	<b>43</b>



### Note préliminaire

■ Aux termes de l'article 101 de la loi de finances pour 1987, le Gouvernement doit présenter en annexe au projet de loi de finances un document récapitulatif, pour les deux derniers exercices connus, le montant définitif constaté et, pour l'exercice budgétaire en cours d'exécution et pour le projet de loi de finances, le montant prévisionnel :

- des crédits inscrits au budget général, par titre et par chapitre, et des dépenses ;
- des prélèvements sur les recettes du budget général ;
- des dépenses des comptes spéciaux du Trésor,

constituant l'effort budgétaire de l'Etat en faveur des collectivités territoriales de la métropole.

■ Le tableau récapitulatif p.11 retrace l'effort financier de l'Etat en faveur des collectivités locales en exécution pour 1999, en prévision d'exécution pour 2000 et prévisionnel pour 2001. Il est cohérent avec le tableau annexé au projet de budget du ministère de l'intérieur pour 2001, p. 168, les données 2000 retraçant les tout derniers éléments connus en terme d'exécution.

Le tableau p.13 récapitule, pour les années 2000 et 2001, les données présentées dans cette annexe.

■ **Pour les années 1998 et 1999**, les tableaux figurant dans cette annexe précisent :

- pour les prélèvements sur recettes, les crédits inscrits au budget général et aux comptes spéciaux du Trésor, le montant des "crédits ouverts" et des "crédits consommés". Les crédits ouverts récapitulent les crédits inscrits en loi de finances initiale et en loi de finances rectificative ainsi que les mouvements de gestion (transfert, virement, annulation) intervenant, le cas échéant, en cours d'exercice. Par "crédits consommés", on entend les crédits (dépenses ordinaires, autorisations de programme, crédits de paiement) effectivement engagés et ordonnancés ;
- pour deux des prélèvements sur recettes (dotation globale de fonctionnement et dotation spéciale instituteurs) et pour la dotation générale de décentralisation, le montant des crédits ouverts prend seulement en compte les régularisations opérées, le cas échéant, en lois de finances rectificatives ;
- pour la fiscalité transférée les données correspondent au produit effectivement perçu.

■ **En ce qui concerne 2000**, les crédits ouverts correspondent aux montants inscrits en loi de finances initiale auxquels s'ajoutent, le cas échéant, les mouvements de gestion intervenus au cours du présent exercice. S'agissant de la fiscalité transférée, les données correspondent au produit prévisionnel.

■ **Pour l'exercice 2001**, les montants inscrits correspondent aux montants prévisionnels figurant dans le projet de loi de finances pour 2001.



## **Effort financier de l'État en faveur des collectivités locales**

---



L'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités locales, hors fiscalité transférée, passe de 293,5 MdsF en loi de finances initiale pour 2000 à plus de 338 MdsF en 2001, soit une majoration de ces concours de plus de 45 MdsF (+15 %). La progression est de 6,5 % hors la prise en compte des compensations des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation. Les concours « actifs » (hors les compensations des mesures d'allègement de fiscalité locale) progressent de 7,2 MdsF, soit + 3,8 %, témoignant de l'attention particulière portée par le Gouvernement aux collectivités locales.

■ Cette évolution très favorable s'explique tout d'abord par la poursuite en 2001 de la **montée en puissance du contrat de croissance et de solidarité**.

En effet, au sein des concours de l'Etat se trouvent les dotations comprises dans le « contrat de croissance et de solidarité » liant l'Etat et les collectivités locales sur la période 1999-2001, institué par l'article 57 de la loi de finances pour 1999. Ce contrat, contrairement au précédent pacte de solidarité, fait participer les collectivités locales aux fruits de la croissance puisque l'enveloppe de concours déterminée évolue chaque année comme le taux d'évolution des prix à la consommation hors tabac augmenté d'une fraction du PIB en volume. Cette enveloppe regroupe l'ensemble des concours dont les montants peuvent être prévus, du fait de leur règle d'indexation, dès la loi de finances initiale. Au sein de cette enveloppe, chaque dotation évolue selon ses propres règles d'indexation, le respect de la norme globale d'évolution étant assuré par un ajustement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle. Les collectivités locales sont ainsi assurées d'une prévisibilité de ces concours sur trois ans.

En 2001, les collectivités locales bénéficient davantage qu'en 1999 et 2000 des fruits de la croissance, puisque la part de PIB prise en compte dans l'indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat passe de 20 % en 1999 (25 % en 2000) à 33 % en 2001, s'ajoutant ainsi aux bénéfices fiscaux directs que les collectivités retirent de la croissance. Le contrat de croissance et de solidarité profite par ailleurs, pour son indexation en 2001, d'hypothèses économiques particulièrement favorables : le taux d'indexation du contrat passe ainsi de 1,48 % en 2000 à 2,32 % en 2001. L'enveloppe normée, y compris les régularisations de la dotation globale de fonctionnement (DGF), augmente de près de 4,32 MdsF et la DGF progresse de près de 3,8 MdsF (+3,4 %, contre +0,8 % en 2000), y compris régularisation mais hors abondements exceptionnels.

■ Les deux **majorations exceptionnelles** prévues, pour trois ans, par la loi de finances initiale pour 1999 afin de renforcer la solidarité entre communes (majoration de 500 MF de la dotation de solidarité urbaine et majoration de 150 MF du fonds national de péréquation) sont intégrées dans le PLF pour 2001. Une nouvelle majoration de 350 MF en 2001 de la dotation de solidarité urbaine est en outre inscrite dans le PLF pour 2001.

■ Par ailleurs, compte tenu du succès remporté par les communautés d'agglomération, le PLF pour 2001 prévoit de porter de 500 MF à 1 000 MF le **prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant le financement de la dotation destinée à cette nouvelle catégorie d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**. La loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale donne en effet aux communes la possibilité de se constituer en communautés d'agglomération et organise des incitations financières et fiscales pour favoriser ces transformations. Elle prévoit ainsi notamment que la dotation moyenne par habitant de cette nouvelle catégorie d'EPCI s'élève à 250 F, le financement de cette dotation étant pour partie assuré par un prélèvement sur les recettes de l'Etat à hauteur de 500 MF, porté à 1 000 MF dans le PLF 2001, et pour partie par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP). Cet effort de l'Etat en faveur de l'intercommunalité vient confirmer celui fait dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2000 qui a permis de majorer en gestion de 250 MF les dotations de l'Etat aux collectivités locales.

- L'évolution notable en 2001 des concours de l'Etat aux collectivités locales s'explique enfin par celle des **compensations versées par l'Etat au titre des réformes de fiscalité locale**. La suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle de 1999 à 2003 conduit en effet à prévoir un montant de compensation à la charge de l'État de 35,4 MdsF en 2001. Par ailleurs, l'Etat devrait en 2001 verser aux régions une compensation égale à 6,1 MdsF, dans le cadre de la mise en œuvre de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation prévue par la loi de finances rectificative pour 2000, et aux départements 12,5 MdsF au titre des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

## EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES COLLECTIVITÉS LOCALES

### Présentation détaillée

(En millions F)

	1999 (exécution)	2000 (prévision d'exécution)	2001 (PLF)
<b>I. Dotations sous enveloppe</b>			
1-1. Dotation globale de fonctionnement	109 789	112 850	115 809
<i>dont : Majorations exceptionnelles de la DSU et de la DSR</i>	500	1 150	850
<i>Majoration exceptionnelle de la dotation d'intercommunalité</i>		500	1 000
<i>Majoration exceptionnelle pour le recensement de la population</i>		200	
1-2. Dotation spéciale instituteurs	2 579	2 299	2 164
1-3. Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	3 638	3 825	3 943
1-4. Fonds national de péréquation	827	827	859
1-5. Dotation élu local	273	276	285
1-6. Dotation globale d'équipement (AP)	5 299	5 490	5 577
1-7. Dotation régionale d'équipement scolaire (AP)	3 443	3 567	3 624
1-8. Dotation départementale d'équipement des collèges (AP)	1 710	1 771	1 800
1-9. Dotation générale de décentralisation (2)	20 386	14 627	15 129
1-10. Dotation générale de décentralisation Corse (2)	1 340	1 351	1 397
1-11. Dotation de décentralisation formation professionnelle	7 899	7 964	8 238
1-12. Dotation de compensation de la taxe professionnelle (hors REI)	12 639	11 849	11 209
<b>Total 1</b>	<b>169 822</b>	<b>166 696</b>	<b>170 034</b>
<b>II. Compensation de la réforme fiscale</b>			
2-1. Compensation de la suppression de la part des salaires dans les bases de taxe professionnelle	12 716	22 947	35 350
2-2. Compensation de la suppression de la part régionale des droits de mutation à titre onéreux	5 060	5 166	5 309
2-3. Compensation de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation	0	0	6 082
2-4. Compensation des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur	0	0	12 500
<b>Total 2</b>	<b>17 776</b>	<b>28 113</b>	<b>59 241</b>
<b>III. Dotations hors enveloppe</b>			
3-1 Fonds de compensation pour la TVA	19 954	21 820	23 500
3-2 Prélèvement au titre des amendes forfaitaires de la police de la circulation	1 945	2 158	2 080
3-3 Subventions et comptes spéciaux du Trésor :	14 402	15 908	15 148
<i>3-3.1 Subventions de fonctionnement (divers ministères)</i>	8 119	7 283	7 483
<i>dont : Agriculture &amp; pêche</i>	879	930	964
<i>Anciens Combattants</i>	0	1	1
<i>Aménagement du territoire</i>	0	100	110
<i>Culture &amp; communication</i>	2 404	1 432	1 479
<i>Économie, finances (charges communes)</i>	12	15	15
<i>Éducation nationale</i>	40	38	38
<i>Environnement</i>	31	36	36
<i>Équipement</i>	1	9	9
<i>Intérieur &amp; décentralisation</i>	477	457	477
<i>Jeunesse &amp; sports</i>	210	242	279
<i>Justice</i>	163	168	71
<i>Outre-mer</i>	205	128	80

## Effort financier de l'État en faveur des collectivités locales

(En millions F)

	1999 (exécution)	2000 (prévision d'exécution)	2001 (PLF)
Transports	3 339	3 283	3 330
Ville	254	333	480
Reversement de TIPP à la Corse	104	113	114
3-3.2 Subventions d'équipement (divers ministères) (AP)	5 172	7 061	6 333
dont : Agriculture & pêche	84	567	537
Aménagement du territoire	213	293	334
Culture & communication	1 141	1 272	1 308
Défense	53	102	102
Éducation nationale	15	16	57
Enseignement supérieur	212	378	469
Environnement	259	255	376
Intérieur & décentralisation (3)	1 376	2 492	60
Jeunesse & sports	40	55	33
Outre-mer	200	129	135
Tourisme	19	30	65
Transports	1 009	920	1 643
Urbanisme et logement	273	219	314
Ville	279	334	900
3-3.3 Comptes spéciaux du Trésor (AP)	1 111	1 564	1 332
Fonds national de l'eau : 1 <sup>re</sup> section - FNDAE	913	1 020	989
2 <sup>e</sup> section - FNSE	0	153	196
Fonds forestier national	85	0	0
Fonds national des haras	10	21	17
FNDS	103	371	130
3-4. Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs	61 019	72 693	68 202
3-4.1 Réduction pour embauche et investissement (DCTP)	1 248	330	314
3-4.2 Contrepartie de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties	149	98	223
3-4.3 Compensation des exonérations relatives à la fiscalité locale	11 634	11 910	12 768
3-4.4 Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	47 988	60 355	54 897
3-5. Concours exceptionnel pour les communautés d'agglomération	0	250	0
<b>Total 3</b>	<b>97 318</b>	<b>112 830</b>	<b>108 930</b>
<b>Total général 1 + 2 + 3 en DO + AP</b>	<b>284 916</b>	<b>307 638</b>	<b>338 205</b>
<b>IV. Fiscalité transférée :</b>			
- loi du 7 janvier 1983 (4)	49 864	39 460	41 390
- loi du 13 mai 1991 (Corse)	35	36	38
<b>Total 4</b>	<b>49 898</b>	<b>39 496</b>	<b>41 428</b>
<b>Total général 1 + 2 + 3 + 4</b>	<b>334 815</b>	<b>347 135</b>	<b>379 633</b>

(1) Montant révisé. Pour la D.G.F, ce montant prend en compte les effets de la révision des indicateurs économiques.

(2) Dont crédits relatifs à la Culture et hors compensation des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur en 2001.

(3) L'exécution 1999 et la prévision d'exécution 2000 tiennent compte des crédits inscrits au titre de la réserve parlementaire et de l'ouverture exceptionnelle de crédits au titre des intempéries.

(4) Dont un montant de 2.180,652 millions de F en 2000 faisant l'objet d'un versement en ressources au fonds de compensation de la fiscalité transférée au titre de l'écrêtement des départements surfiscaux. Le montant pour 2001 n'est pas déterminé actuellement.

## Effort financier de l'état en faveur des collectivités locales comparaison entre les crédits ouverts en 2000 et le projet de loi de finances 2001

### Présentation détaillée

(En millions F)

	2000 (Crédits ouverts)	2001 (PLF)
<b>I. Dotations sous enveloppe</b>		
1-1. Dotation globale de fonctionnement	112 036	115 809
<i>dont : Majorations exceptionnelles de la DSU et de la DSR</i>	<i>1 150</i>	<i>850</i>
<i>Majoration exceptionnelle de la dotation d'intercommunalité</i>	<i>500</i>	<i>1 000</i>
<i>Majoration exceptionnelle pour le recensement de la population</i>	<i>200</i>	<i>0</i>
1-2. Dotation spéciale instituteurs	2 353	2 164
1-3. Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	3 575	3 943
1-4. Fonds national de péréquation	827	859
1-5. Dotation élu local	276	285
1-6. Dotation globale d'équipement (AP)	5 490	5 577
1-7. Dotation régionale d'équipement scolaire (AP)	3 567	3 624
1-8. Dotation départementale d'équipement des collèges (AP)	1 771	1 800
1-9. Dotation générale de décentralisation (1)	14 627	15 129
1-10. Dotation générale de décentralisation Corse (1)	1 351	1 397
1-11. Dotation de décentralisation formation professionnelle	7 964	8 238
1-12. Dotation de compensation de la taxe professionnelle (hors REI)	11 849	11 209
<b>Total 1</b>	<b>165 686</b>	<b>170 034</b>
<b>II. Compensation de la réforme fiscale</b>		
2-1. Compensation de la suppression de la part des salaires dans les bases de la taxe professionnelle	28 016	35 350
2-2. Compensation de la suppression de la part régionale des droits de mutation à titre onéreux	5 166	5 309
2-3. Compensation de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation	0	6 082
2-4. Compensation des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur	0	12 500
<b>Total 2</b>	<b>28 016</b>	<b>59 241</b>
<b>III. Dotations hors enveloppe</b>		
3-1. Fonds de compensation pour la TVA	21 820	23 500
3-2. Prélèvement au titre des amendes forfaitaires de la police de la circulation	2 040	2 080
3-3. Subventions et comptes spéciaux du Trésor :	15 903	15 148
3-3.1 Subventions de fonctionnement (divers ministères)	7 278	7 483
<i>dont : Agriculture &amp; pêche</i>	<i>930</i>	<i>964</i>
<i>Anciens Combattants</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
<i>Aménagement du territoire</i>	<i>100</i>	<i>110</i>
<i>Culture &amp; communication</i>	<i>1 432</i>	<i>1 479</i>
<i>Économie, finances (charges communes)</i>	<i>15</i>	<i>15</i>
<i>Éducation nationale</i>	<i>38</i>	<i>38</i>
<i>Environnement</i>	<i>36</i>	<i>36</i>
<i>Équipement</i>	<i>9</i>	<i>9</i>
<i>Intérieur &amp; décentralisation</i>	<i>457</i>	<i>477</i>
<i>Jeunesse &amp; sports</i>	<i>242</i>	<i>279</i>
<i>Justice</i>	<i>168</i>	<i>71</i>

(En millions F)

	2000 Crédits ouverts	2001 PLF
<i>Outre-mer</i>	128	80
<i>Transports</i>	3 283	3 330
<i>Ville</i>	333	480
<i>Reversement de TIPP à la Corse</i>	108	114
<i>3-3.2 Subventions d'équipement (divers ministères) (AP)</i>	7 061	6 333
<i>dont : Agriculture &amp; pêche</i>	567	537
<i>Aménagement du territoire</i>	293	334
<i>Culture &amp; communication</i>	1 272	1 308
<i>Défense</i>	102	102
<i>Éducation nationale</i>	16	57
<i>Enseignement supérieur</i>	378	469
<i>Environnement</i>	255	376
<i>Intérieur &amp; décentralisation (2)</i>	2 492	60
<i>Jeunesse &amp; sports</i>	55	33
<i>Outre-mer</i>	129	135
<i>Tourisme</i>	30	65
<i>Transports</i>	920	1 643
<i>Urbanisme et logement</i>	219	314
<i>Ville</i>	334	900
<i>3-3.3 Comptes spéciaux du Trésor (AP)</i>	1 564	1 332
<i>Fonds national de l'eau : 1<sup>re</sup> section - FNDAE</i>	1 020	989
<i>2<sup>e</sup> section - FNSE</i>	153	196
<i>Fonds forestier national</i>	0	0
<i>Fonds national des haras</i>	21	17
<i>FNDS</i>	371	130
<i>3-4. Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs</i>	73 208	68 202
<i>3-4.1 Réduction pour embauche et investissement (DCTP)</i>	50	314
<i>3-4.2 Contrepartie de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties</i>	225	223
<i>3-4.3 Compensation des exonérations relatives à la fiscalité locale</i>	12 578	12 768
<i>3-4.4 Contrepartie de divers dégrèvements législatifs</i>	60 355	54 897
<i>3-5 Concours exceptionnel pour les communautés d'agglomération</i>	250	0
<b>Total 3</b>	<b>113 221</b>	<b>108 930</b>
<b>Total général 1 + 2 + 3 en DO + AP</b>	<b>306 924</b>	<b>338 205</b>
<b>IV. Fiscalité transférée :</b>		
<i>– loi du 7 janvier 1983 (3)</i>	39 460	41 390
<i>– loi du 13 mai 1991 (Corse)</i>	36	38
<b>Total 4</b>	<b>39 496</b>	<b>41 428</b>
<b>Total général 1 + 2 + 3 + 4</b>	<b>346 420</b>	<b>379 633</b>

(1) Dont crédits relatifs à la Culture et hors compensation des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur en 2001.

(2) les crédits ouverts en 2000 tiennent compte des crédits inscrits au titre de la réserve parlementaire et des ouvertures exceptionnelles de crédits au titre des intempéries.

(3) Dont un montant de 2.180,652 millions de F en 2000 faisant l'objet d'un versement en ressources au fonds de compensation de la fiscalité transférée au titre de l'écrêtement des départements surfiscalisés. Le montant pour 2001 n'est pas déterminé actuellement.

## ÉTAT RÉCAPITULATIF DES CONCOURS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES DE 1998 À 2001

### Présentation par nature de concours

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
■ Prélèvements sur les recettes de l'État	163 188 654	162 811 587	177 048 553	176 518 172	189 785 354	207 536 735
■ Crédits inscrits au budget général :						
Dont subventions et dotations de fonctionnement et d'équipement hors transferts de compétences :						
AP	9 793 384	9 365 087	10 778 936	10 470 541	12 550 762	11 910 355
DO + CP	20 250 789	18 568 198	25 662 307	23 327 160	26 998 142	29 360 599
Dont dotations de fonctionnement et d'équipement liées aux transferts de compétences :						
AP	4 947 544	4 947 544	5 152 551	5 152 551	5 338 043	5 423 452
DO + CP	24 628 481	24 628 481	33 291 119	33 291 119	27 774 881	41 162 335
Dont dotation générale de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse :						
DO	1 302 671	1 302 671	1 339 675	1 339 675	1 350 675	1 432 924
Dont compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs :						
DO	47 725 085	47 717 878	48 308 023	48 136 808	60 580 000	55 119 800
■ Comptes spéciaux du Trésor :						
AP	1 616 651	1 269 617	1 571 446	1 111 297	1 564 042	1 331 527
CP	2 205 898	1 000 430	2 462 723	988 835	2 583 818	1 331 527
<b>Total général (hors fiscalité transférée) :</b>						
AP	16 357 579	15 582 248	17 502 933	16 734 389	19 452 847	18 665 334
DO + CP	259 301 578	256 029 245	288 112 400	283 601 769	309 072 870	335 943 920
<b>Fiscalité transférée perçue par les collectivités locales :</b>						
- loi du 7 janvier 1983		47 107 407		49 863 776	39 460 000	41 390 000
- Corse (loi du 13 mai 1991)		31 639		34 708	36 200	37 900
<b>Total général (avec fiscalité transférée) :</b>						
AP	16 357 579	15 582 248	17 502 933	16 734 389	19 452 847	18 665 334
DO + CP	259 301 578	303 168 291	288 112 400	333 500 253	348 569 070	377 371 820



## **Budget général et comptes spéciaux du Trésor**

---



Les concours de l'Etat aux collectivités locales retracés dans le budget général et les comptes spéciaux du trésor recouvrent quatre domaines : fonctionnement, équipement, transferts de compétence et compensation des allègements de fiscalité locale.

■ **Les dotations et subventions de fonctionnement.** Les concours de l'Etat versés aux collectivités locales pour le financement des dépenses de fonctionnement se répartissent entre diverses dotations dont la plus importante est la dotation globale de fonctionnement. Les dotations et subventions de fonctionnement représentent 141 934 MF en 2001, se décomposant de la façon suivante :

- prélèvements sur recettes (dotation globale de fonctionnement, dotation spéciale pour le logement des instituteurs, fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et dotation élu local) : ils s'élèvent à 122 201 MF en 2001, en progression moyenne annuelle par rapport aux crédits ouverts en 1998 de 2,8 %. Cette évolution s'explique par les règles propres régissant la progression de chacun des prélèvements sur recettes, soit le taux d'évolution de la DGF de loi de finances initiale à loi de finances initiale ou l'indice de variation des recettes fiscales nettes de l'Etat pour la fraction indexée du FNPTP.
- dotations budgétaires : elles s'élèvent à 19 733 MF en 2001 (y compris les dotations incluses dans le contrat de croissance et de solidarité et le reversement de TIPP à la Corse), en progression moyenne annuelle de 28,2 % par rapport aux crédits ouverts en 1998. Cette évolution s'explique essentiellement par les réformes de la fiscalité régionale, avec la suppression en 1998 des droits de mutation à titre onéreux et la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation en 2000, qui donnent respectivement lieu en 2001 à des compensations égales à 5,3 MdsF et 6 MdsF.

■ **Les dotations et subventions d'équipement** représentent 38.822 MF, dont l'essentiel est couvert par le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

- prélèvements sur recettes (fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et prélèvement au titre des amendes forfaitaires de circulation) : ils s'élèvent à 25 580 MF en 2001, dont 23 500 MF pour le seul FCTVA, en progression de 5,3 % en moyenne annuelle par rapport aux crédits ouverts en 1998.
- dotations budgétaires : elles s'élèvent à 11 910 MF en AP en 2001, dont près de la moitié pour la seule dotation globale d'équipement (5 577 MF en AP), indexée sur le taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques tel qu'estimé en loi de finances initiale.
- comptes spéciaux du trésor : ils s'élèvent à 1 332 MF en AP=CP.

■ **Les dotations liées aux transferts de compétence** (41 255 MF en DO+AP en 2001 contre 24 723 en 1998). Les lois de décentralisation de 1982 et 1983 (1) ont fixé le cadre institutionnel et financier de la décentralisation. La loi du 7 janvier 1983 a plus spécifiquement encadré les modalités de compensation financière des transferts de compétence aux collectivités locales, dans le respect de principes de neutralité financière des transferts et de simultanéité des transferts de compétence et de ressources. Le financement des accroissements de charges résultant des transferts de compétence est ainsi assuré en application de l'article L. 1614-1 du code général des collectivités territoriales pour partie par le produit de la fiscalité transférée (cf. p. 35) et pour le solde par dotations budgétaires(2). Les dotations budgétaires complétant la fiscalité transférée sont la dotation générale de décentralisation, la dotation régionale d'équipement scolaire et la dotation départementale d'équipement des collèges.

Depuis 1997, les crédits inscrits en loi de finances initiale sont limités au montant net de la dotation générale de décentralisation et sont complétés par le versement aux départements d'attribution du fonds de compensation de la fiscalité transférée, abondé par les prélèvements effectués sur les départements « surfiscalisés ».

Les dotations liées aux transferts de compétence évoluent selon des règles prédéterminées : la dotation générale de décentralisation progresse sur la base de l'évolution de la dotation globale de fonctionnement de loi de finances initiale à loi de finances initiale, alors que la dotation régionale d'équipement scolaire et la dotation départementale d'équipement des

collèges évoluent en fonction du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques tel que prévu en loi de finances initiale.

La dotation générale de décentralisation sur ces dernières années a toutefois subi quelques modifications notamment du fait, en 1999, de la suppression de la compétence départementale en matière d'aide médicale, compétence désormais confiée à l'assurance maladie (- 9 MdsF en 1999), ainsi que de la baisse des droits de mutation à titre onéreux, et, en 2001, des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur, fiscalité transférée aux départements (+ 12,5 MdsF en 2001). La dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage a par ailleurs augmenté, en 1999, de plus de 2,5 MdsF en base suite à la loi quinquennale pour l'emploi du 20 décembre 1993.

■ **Les compensations des allègements de fiscalité locale** (55 120 MF en 2001, contre 47 725 MF en 1998). L'Etat a été progressivement amené à prendre à sa charge une part croissante de la fiscalité locale afin d'alléger la charge fiscale pesant sur le contribuable local : l'évolution de ces compensations entre 1998 et 2001 s'explique essentiellement par la réforme des dégrèvements de la taxe d'habitation. Ces dotations ne prennent en compte que les allègements de fiscalité locale. Les compensations liées à la suppression d'impôts locaux (part régionale de la taxe d'habitation ou encore droits de mutation à titre onéreux perçus par les régions) font l'objet de dotations particulières recensées dans les dotations de fonctionnement et celles liées à la modification d'impôts transférés (baisse des droits de mutation à titre onéreux perçus au profit des départements ou exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur) sont intégrées, en vertu des principes de décentralisation, dans la dotation générale de décentralisation.

(1) loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983.

(2) dans certains cas, le produit de la fiscalité transférée s'est révélé supérieur au montant des charges transférées. Ce cas ne s'est présenté que pour quelques départements : les départements concernés ont vu leur fiscalité transférée écartée (le prélèvement est appelé « DGD négative ») ; ces départements sont dits « surfiscalisés ».

## PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Dotations de fonctionnement :</b>						
Dotation globale de fonctionnement	106 333 399	106 333 399	109 788 660	109 788 660	112 035 919	115 808 927
Dotation spéciale instituteurs	2 711 973	2 711 973	2 579 267	2 579 267	2 353 372	2 163 918
Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	3 045 843	3 045 843	3 638 461	3 638 461	3 575 416	3 943 072
Dotation de compensation de la taxe professionnelle	16 993 461	16 719 978	13 510 430	13 886 661	12 148 981	11 523 313
Compensation des exonérations relatives à la fiscalité locale	11 844 000	12 098 930	11 595 630	11 633 699	12 578 200	12 768 200
Dotation élu local	266 027	266 027	273 421	273 421	275 666	285 105
Reversement de TIPP à la Corse	99 400	98 558	104 600	104 184	107 800	114 200
Compensation de la suppression de la part des salaires dans les bases de la taxe professionnelle			13 118 608	12 715 725	22 850 000	35 350 000
<b>Total des dotations de fonctionnement</b>	<b>141 294 103</b>	<b>141 274 708</b>	<b>154 609 077</b>	<b>154 620 078</b>	<b>165 925 354</b>	<b>181 956 735</b>
<b>Dotations d'équipement :</b>						
Fonds de compensation pour la TVA	20 000 000	19 648 764	20 512 000	19 953 543	21 820 000	23 500 000
Amendes forfaitaires de police	1 894 551	1 888 115	1 927 476	1 944 551	2 040 000	2 080 000
<b>Total des dotations d'équipement</b>	<b>21 894 551</b>	<b>21 536 879</b>	<b>22 439 476</b>	<b>21 898 094</b>	<b>23 860 000</b>	<b>25 580 000</b>
<b>Total des prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités locales</b>	<b>163 188 654</b>	<b>162 811 587</b>	<b>177 048 553</b>	<b>176 518 172</b>	<b>189 785 354</b>	<b>207 536 735</b>

## SUBVENTIONS ET DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT HORS TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

### Fonctionnement

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Agriculture et pêche</b>						
Intervention en faveur de l'orientation et de la valorisation de la production agricole (chap. 44-53 art. 50)	14 646	1 350	22 015	0	15 015	6 000
Promotion et contrôle de la qualité (chap. 44-70)	590	590	640	600	650	787
Forêts. - Interventions (chap. 44-92)	847 000	847 000	878 000	878 000	914 000	957 000
<b>Total agriculture et pêche</b>	<b>862 236</b>	<b>848 940</b>	<b>900 655</b>	<b>878 600</b>	<b>929 665</b>	<b>963 787</b>
<b>Anciens combattants</b>						
Interventions en faveur de l'information historique (chap. 46-04 art. 20) (1)	2 114	253	3 581	485	850	800
<b>Total anciens combattants</b>	<b>2 114</b>	<b>253</b>	<b>3 581</b>	<b>485</b>	<b>850</b>	<b>800</b>
<b>Aménagement du territoire</b>						
Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (chap. 44-10) (2)					100 000	110 000
<b>Total aménagement du territoire</b>					<b>100 000</b>	<b>110 000</b>
<b>Culture et communication</b>						
Interventions culturelles d'intérêt national (chap. 43-20)	234 542	228 548	228 548	228 548	164 207	176 593
Interventions culturelles déconcentrées (chap. 43-30)	877 195	1 184 450	1 184 450	1 184 450	1 267 652	1 302 541
Développement culturel (chap. 43-50)			393 722	393 722		
Enseignements et formation (chap. 43-60)	591 000	591 000	596 900	596 900		
<b>Total culture et communication</b>	<b>1 702 737</b>	<b>2 003 998</b>	<b>2 403 620</b>	<b>2 403 620</b>	<b>1 431 859</b>	<b>1 479 134</b>

(1) : chapitre 43-02 article 20 jusqu'en 1999.

(2) : nouvelle dotation à compter de 2000 (volet territorial des contrats de plan).

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Économie, finances (charges communes)</b>						
Aides de l'État en faveur des collectivités locales (chap. 41-23) dont :						
Compensation aux départements des réductions des taux de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement en faveur des jeunes agriculteurs (article 10)	20 000	13 324	15 000	12 166	15 000	15 000
Fonds national de péréquation (article 20)	639 014	639 014	827 318	827 318	827 074	858 686
<b>Total économie, finances (charges communes)</b>	<b>659 014</b>	<b>652 338</b>	<b>842 318</b>	<b>839 484</b>	<b>842 074</b>	<b>873 686</b>
<b>Éducation nationale</b>						
Établissements scolaires et de formation. Dépenses pédagogiques et subventions de fonctionnement (chap. 36-71)	50 940	49 570	37 230	39 800	37 700	38 170
<b>Total éducation nationale</b>	<b>50 940</b>	<b>49 570</b>	<b>37 230</b>	<b>39 800</b>	<b>37 700</b>	<b>38 170</b>
<b>Environnement</b>						
Protection de la nature et de l'environnement. - Subventions (chap. 44-10)	24 752	24 752	30 803	30 720	35 635	35 973
<b>Total environnement</b>	<b>24 752</b>	<b>24 752</b>	<b>30 803</b>	<b>30 720</b>	<b>35 635</b>	<b>35 973</b>
<b>Équipement</b>						
Remboursement à la ville de Paris de dépenses de personnel de la voirie de la Seine (chap. 31-92)	2 442	1 080	9 098	917	9 176	9 176
<b>Total équipement</b>	<b>2 442</b>	<b>1 080</b>	<b>9 098</b>	<b>917</b>	<b>9 176</b>	<b>9 176</b>
<b>Intérieur et décentralisation</b>						
Participation de l'État aux dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris (chap. 36-51).	441 008	440 386	452 766	448 654	424 774	443 000
Subventions pour les dépenses des services d'incendie et de secours (chap. 41-31).	27 157	24 008	18 488	12 415	13 297	15 000
Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales (chap. 41-51).	11 018	6 233	11 018	6 176	11 995	14 195
Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales (chap. 41-52).	15 670	15 669	12 001	10 027	7 000	5 000

## Budget général et comptes spéciaux du Trésor

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
Dotations de compensation aux régions des pertes de recettes fiscales (chap. 41-55)	1 580 000	1 580 000	5 092 738	5 060 000	5 166 286	11 391 385
<b>Total intérieur et décentralisation</b>	<b>2 074 853</b>	<b>2 066 296</b>	<b>5 587 011</b>	<b>5 537 272</b>	<b>5 623 352</b>	<b>11 868 580</b>
<b>Jeunesse et sports</b>						
Jeunesse et vie associative (chap. 43-90)	91 554	90 747	113 828	94 508	110 713	127 500
Sports de haut niveau et développement de la pratique sportive (chap. 43-91)	115 780	115 332	137 686	115 230	131 535	151 700
<b>Total jeunesse et sports</b>	<b>207 334</b>	<b>206 079</b>	<b>251 514</b>	<b>209 738</b>	<b>242 248</b>	<b>279 200</b>
<b>Justice</b>						
Services judiciaires-Subventions en faveur des collectivités (chap. 41-11)	224 352	218 593	204 534	163 236	167 572	70 931
<b>Total justice</b>	<b>224 352</b>	<b>218 593</b>	<b>204 534</b>	<b>163 236</b>	<b>167 572</b>	<b>70 931</b>
<b>Outre-mer</b>						
Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales des départements d'outre-mer (chap. 41-51)	30 051	30 050	23 130	23 130	32 000	25 000
Subventions aux budgets locaux des territoires d'outre-mer (chap. 41-91).	237 288	237 268	183 284	181 429	95 632	55 100
<b>Total outre-mer</b>	<b>267 339</b>	<b>267 318</b>	<b>206 414</b>	<b>204 559</b>	<b>127 632</b>	<b>80 100</b>
<b>Transports</b>						
Routes. - Subvention pour l'entretien des chaussées de Paris (chap. 44-20) (1)	110 080	24 050	108 000	194 030	110 000	109 000
Transports de voyageurs à courte distance (chap. 45-42)	2 879 236	2 878 039	3 132 605	3 132 605	3 162 062	3 209 931
Contribution de l'État aux transports collectifs parisiens (chap. 46-41)	2 000	2 000	2 000	2 000		
Transports collectifs. - Compensation pour tarifs sociaux (chap. 46-42)	10 670	10 585	10 725	10 694	10 670	10 670
<b>Total transports</b>	<b>3 001 986</b>	<b>2 914 674</b>	<b>3 253 330</b>	<b>3 339 329</b>	<b>3 282 732</b>	<b>3 329 601</b>

(1) : chapitre 44-42 jusqu'en 2000

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Ville</b> Intervention en faveur de la politique de la ville et du développement social urbain (chap. 46-60)	192 000	192 000	254 000	254 000	333 000	480 000
<b>Total ville</b>	<b>192 000</b>	<b>192 000</b>	<b>254 000</b>	<b>254 000</b>	<b>333 000</b>	<b>480 000</b>
<b>Total des subventions de fonctionnement</b>	<b>9 272 099</b>	<b>9 445 891</b>	<b>13 984 108</b>	<b>13 901 760</b>	<b>13 163 495</b>	<b>19 619 138</b>

## Équipement

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Agriculture et pêche</b>						
Conservatoire de la forêt méditerranéenne (chap. 61-02) :						
AP						63 000
CP						63 000
Aménagement de l'espace rural et de la forêt (chap. 61-44) :						
AP	116 970	115 763	129 000	83 500	80 100	75 000
CP	170 397	128 967	182 000	126 000	99 300	64 300
Fonds forestier national et autres interventions forestières (chap. 61-45) (1) :						
AP					462 800	392 000
CP					407 000	264 000
Abattoirs publics (chap. 61-61) :						
AP	22 409	8 673	20 036	800	23 842	6 800
CP	11 480	11 480	6 800	800	10 500	10 500
<b>Total agriculture et pêche :</b>						
<b>AP</b>	<b>139 379</b>	<b>124 436</b>	<b>149 036</b>	<b>84 300</b>	<b>566 742</b>	<b>536 800</b>
<b>CP</b>	<b>181 877</b>	<b>140 447</b>	<b>188 800</b>	<b>126 800</b>	<b>516 800</b>	<b>401 800</b>
<b>Aménagement du territoire</b>						
Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (chap. 65-00) :						
AP	290 000	290 000	213 000	213 000	293 150	333 750
CP	290 000	290 000	213 000	213 000	293 150	194 375
<b>Total aménagement du territoire :</b>						
<b>AP</b>	<b>290 000</b>	<b>290 000</b>	<b>213 000</b>	<b>213 000</b>	<b>293 150</b>	<b>333 750</b>
<b>CP</b>	<b>290 000</b>	<b>290 000</b>	<b>213 000</b>	<b>213 000</b>	<b>293 150</b>	<b>194 375</b>
<b>Culture et communication</b>						
Patrimoine monumental (chap. 56-20) :						
AP	337 540	337 540	400 000	400 000	428 000	435 150
CP	337 540	337 540	367 119	367 119	407 012	424 878
Patrimoine monumental (chap. 66-20) :						
AP	213 000	213 000	316 130	316 130	332 500	326 030
CP	213 000	213 000	205 100	205 100	263 095	300 650
Autres équipements (chap. 66-91) :						
AP	290 830	290 830	412 850	412 850	499 050	534 700
CP	290 830	290 830	388 013	388 013	406 380	460 345

(1) : crédits imputés sur le CST 902-01 jusqu'en 1999.

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
Recherche (chap. 66-98) :						
AP	11 530	11 530	11 530	11 530	11 960	11 960
CP	11 530	11 530	11 530	11 530	11 960	11 960
<b>Total culture et communication :</b>						
<b>AP</b>	<b>852 900</b>	<b>852 900</b>	<b>1 140 510</b>	<b>1 140 510</b>	<b>1 271 510</b>	<b>1 307 840</b>
<b>CP</b>	<b>852 900</b>	<b>852 900</b>	<b>971 762</b>	<b>971 762</b>	<b>1 088 447</b>	<b>1 197 833</b>
<b>Défense</b>						
Autres équipements; Air - Gendarmerie subventions pour la construction de casernes (chap. 65-50) :						
AP	41 300	40 649	55 000	53 000	102 300	102 000
CP	68 301	68 205	62 097	56 313	50 184	52 000
<b>Total défense :</b>						
<b>AP</b>	<b>41 300</b>	<b>40 649</b>	<b>55 000</b>	<b>53 000</b>	<b>102 300</b>	<b>102 000</b>
<b>CP</b>	<b>68 301</b>	<b>68 205</b>	<b>62 097</b>	<b>56 313</b>	<b>50 184</b>	<b>52 000</b>
<b>Éducation nationale</b>						
Subventions d'équipement des établissements d'enseignement et des centres d'information et d'orientation (chap. 66-33) :						
AP	13 936	13 936	14 689	14 689	15 989	57 207
CP	14 877	14 877	7 121	7 121	37 425	35 438
<b>Total éducation nationale :</b>						
<b>AP</b>	<b>13 936</b>	<b>13 936</b>	<b>14 689</b>	<b>14 689</b>	<b>15 989</b>	<b>57 207</b>
<b>CP</b>	<b>14 877</b>	<b>14 877</b>	<b>7 121</b>	<b>7 121</b>	<b>37 425</b>	<b>35 438</b>
<b>Enseignement supérieur</b>						
Constructions Enseignement supérieur et recherche (chap. 66-73) :						
AP	187 300	187 300	211 900	211 900	378 100	469 340
CP	195 200	195 200	260 400	260 400	336 600	325 750
<b>Total enseignement supérieur :</b>						
<b>AP</b>	<b>187 300</b>	<b>187 300</b>	<b>211 900</b>	<b>211 900</b>	<b>378 100</b>	<b>469 340</b>
<b>CP</b>	<b>195 200</b>	<b>195 200</b>	<b>260 400</b>	<b>260 400</b>	<b>336 600</b>	<b>325 750</b>
<b>Environnement</b>						
Protection de la nature et de l'environnement. - Subventions d'équipement (chap. 67-20) :						
AP	284 595	284 595	287 615	258 710	254 626	376 365
CP	284 393	165 533	346 351	161 108	358 244	131 878
<b>Total environnement :</b>						
<b>AP</b>	<b>284 595</b>	<b>284 595</b>	<b>287 615</b>	<b>258 710</b>	<b>254 626</b>	<b>376 365</b>
<b>CP</b>	<b>284 393</b>	<b>165 533</b>	<b>346 351</b>	<b>161 108</b>	<b>358 244</b>	<b>131 878</b>
<b>Intérieur et décentralisation</b>						
Subventions d'équipement et achèvement d'opérations en cours (chap. 67-50) :						
AP	425 092	366 241	805 375	754 902	50 474	
CP	825 425	267 142	986 683	245 832	1 022 851	

## Budget général et comptes spéciaux du Trésor

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
Subventions pour travaux divers d'intérêt local (chap. 67-51) :						
AP	595 500	536 325	691 180	616 836	771 258	60 000
CP	1 053 083	462 463	1 227 419	429 536	1 464 796	15 000
Subventions d'équipement aux collectivités locales pour les réparations des dégâts causés par les calamités publiques (chap. 67-54) :						
AP	29 298	23 744	4 860	4 588	1 670 273	
CP	212 977	71 623	141 354	38 508	1 282 847	
Dotation globale d'équipement des communes et départements (chap. 67-52) dont :						
Dotation globale d'équipement des communes (articles 10 et 20)						
AP	2 463 941	2 463 941	2 557 571	2 557 571	2 649 644	2 692 038
CP	2 463 941	2 463 941	2 557 571	2 557 571	2 649 644	2 692 038
Dotation globale d'équipement des départements (art. 30 et 40) [1]						
AP	2 640 842	2 640 842	2 741 194	2 741 194	2 839 877	2 885 315
CP	2 593 753	2 593 753	2 672 168	2 672 168	2 765 782	2 842 382
<b>Total intérieur et décentralisation :</b>						
<b>AP</b>	<b>6 154 673</b>	<b>6 031 093</b>	<b>6 800 180</b>	<b>6 675 091</b>	<b>7 981 526</b>	<b>5 637 353</b>
<b>CP</b>	<b>7 149 179</b>	<b>5 858 922</b>	<b>7 585 195</b>	<b>5 943 615</b>	<b>9 185 920</b>	<b>5 549 420</b>
<b>Jeunesse et Sports</b>						
Subventions d'équipement aux collectivités (chap. 66-50)						
AP	73 456	65 596	56 350	39 986	54 648	32 500
CP	73 449	71 909	65 770	28 305	68 559	16 250
<b>Total jeunesse et sports :</b>						
<b>AP</b>	<b>73 456</b>	<b>65 596</b>	<b>56 350</b>	<b>39 986</b>	<b>54 648</b>	<b>32 500</b>
<b>CP</b>	<b>73 449</b>	<b>71 909</b>	<b>65 770</b>	<b>28 305</b>	<b>68 559</b>	<b>16 250</b>
<b>Outre-mer</b>						
Aide au logement dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (chap. 65-01 art. 20) :						
AP	162 000	161 674	177 337	177 118	96 219	130 000
CP	27 503	17 673	186 938	41 670	202 867	60 000
Travaux divers d'intérêt local (chap. 67-51) :						
AP	14 529	4 842	24 459	12 683	24 824	5 000
CP	25 048	4 686	35 363	11 270	37 141	2 500

(1) Jusqu'en 1999, la dotation globale d'équipement des départements était imputée sur le chapitre 67-53.

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
Subventions d'équipement aux collectivités pour les dégâts causés par les calamités publiques (chap. 67-54) [1] :						
AP	3 500	2 114	8 499	6 760	1 739	
CP	100 407	16 549	64 754	9 706	55 048	
Subventions au fonds d'investissement des départements d'outre-mer (chap. 68-03) :						
AP	1 367				1 367	
CP	25 000	15 000	60 000	10 000	50 000	
Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social (section des territoires) (chap. 68-92) :						
AP	5 572	3 000	5 572	3 000	4 572	
CP	6 450	5 836	3 614	3 555	2 559	
<b>Total outre-mer :</b>						
<b>AP</b>	<b>186 968</b>	<b>171 630</b>	<b>215 867</b>	<b>199 561</b>	<b>128 721</b>	<b>135 000</b>
<b>CP</b>	<b>184 408</b>	<b>59 744</b>	<b>350 669</b>	<b>76 201</b>	<b>347 615</b>	<b>62 500</b>
<b>Tourisme</b>						
Développement territorial du tourisme (chap. 66-03) :						
AP	22 006	22 006	20 700	18 807	30 000	65 000
CP	22 198	22 198	15 100	20 109	27 000	29 390
<b>Total tourisme :</b>						
<b>AP</b>	<b>22 006</b>	<b>22 006</b>	<b>20 700</b>	<b>18 807</b>	<b>30 000</b>	<b>65 000</b>
<b>CP</b>	<b>22 198</b>	<b>22 198</b>	<b>15 100</b>	<b>20 109</b>	<b>27 000</b>	<b>29 390</b>
<b>Transports :</b>						
Routes. Participations (chap. 63-44) (2) :						
AP	127 710	127 709	149 900	149 900	77 450	231 200
CP	228 952	218 424	240 203	171 665	166 750	162 067
Transports terrestres. Subventions d'investissement (chap. 63-43 et 63-44) (3) :						
AP	668 930	663 967	840 627	858 995	843 000	1 412 000
CP	596 332	582 796	657 287	698 352	769 350	868 920
<b>Total transports :</b>						
<b>AP</b>	<b>796 640</b>	<b>791 676</b>	<b>990 527</b>	<b>1 008 895</b>	<b>920 450</b>	<b>1 643 200</b>
<b>CP</b>	<b>825 284</b>	<b>801 220</b>	<b>897 490</b>	<b>870 017</b>	<b>936 100</b>	<b>1 030 987</b>

(1) Chapitre jamais doté en LFI.

(2) Chapitre 63-43 jusqu'en 2000.

(3) Chapitre 63-41 jusqu'en 2000.

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Urbanisme et Logement</b>						
Dotation globale d'équipement des agglomérations nouvelles (chap. 65-06) :						
AP	80 345	59 063	20 917	18 042		
CP	109 338	75 485	75 963	43 983	15 970	
Architecture et urbanisme. Aménagement du cadre de vie urbain et interventions dans les sites, abords, paysages et secteurs sauvegardés (chap. 65-23) :						
AP	319 110	83 635	261 650	226 600	154 000	179 000
CP	316 481	106 182	238 561	260 900	159 233	183 340
Actions sur le parc de logements existants (chap. 65-48)						
AP	69 776	65 572	61 995	28 450	65 000	135 000
CP	129 805	118 485	120 920	106 766	79 400	80 500
<b>Total urbanisme et logement</b>						
<b>AP</b>	<b>469 231</b>	<b>208 270</b>	<b>344 562</b>	<b>273 092</b>	<b>219 000</b>	<b>314 000</b>
<b>CP</b>	<b>555 624</b>	<b>300 152</b>	<b>435 444</b>	<b>411 649</b>	<b>254 603</b>	<b>263 840</b>
<b>Ville</b>						
Politique de la ville et du développement social urbain (chap. 67-10) :						
AP	281 000	281 000	279 000	279 000	334 000	900 000
CP	281 000	281 000	279 000	279 000	334 000	450 000
<b>Total ville :</b>						
<b>AP</b>	<b>281 000</b>	<b>281 000</b>	<b>279 000</b>	<b>279 000</b>	<b>334 000</b>	<b>900 000</b>
<b>CP</b>	<b>281 000</b>	<b>281 000</b>	<b>279 000</b>	<b>279 000</b>	<b>334 000</b>	<b>450 000</b>
<b>Total des subventions d'équipement :</b>						
<b>AP</b>	<b>9 793 384</b>	<b>9 365 087</b>	<b>10 778 936</b>	<b>10 470 541</b>	<b>12 550 762</b>	<b>11 910 355</b>
<b>CP</b>	<b>10 978 690</b>	<b>9 122 307</b>	<b>11 678 199</b>	<b>9 425 400</b>	<b>13 834 647</b>	<b>9 741 461</b>

## SUBVENTIONS ET DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT LIÉES AUX TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

### Fonctionnement

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Intérieur et décentralisation</b>						
Dotation générale de décentralisation (chap. 41-56) (1)	13 810 392	13 810 392	19 484 126	19 484 126	13 718 217	26 652 382
<b>Total intérieur et décentralisation :</b>	<b>13 810 392</b>	<b>13 810 392</b>	<b>19 484 126</b>	<b>19 484 126</b>	<b>13 718 217</b>	<b>26 652 382</b>
<b>Emploi</b>						
Dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage (chap. 43-06)	5 088 187	5 088 187	7 899 410	7 899 410	7 964 264	8 238 478
<b>Total emploi :</b>	<b>5 088 187</b>	<b>5 088 187</b>	<b>7 899 410</b>	<b>7 899 410</b>	<b>7 964 264</b>	<b>8 238 478</b>
<b>Culture et communication</b>						
Dotation générale de décentralisation - Compensation des transferts de compétence dans le domaine culturel (chap. 41-10 art. 10)	877 308	877 308	901 691	901 691	909 093	940 223
<b>Total culture et communication :</b>	<b>877 308</b>	<b>877 308</b>	<b>901 691</b>	<b>901 691</b>	<b>909 093</b>	<b>940 223</b>
<b>Total dotations de fonctionnement</b>	<b>19 775 887</b>	<b>19 775 887</b>	<b>28 285 227</b>	<b>28 285 227</b>	<b>22 591 574</b>	<b>35 831 083</b>

(1) À compter de 1997, en ce qui concerne les départements, un montant correspondant à la différence entre le droit à compensation d'une part et le produit de la fiscalité transférée et de la dotation générale de décentralisation d'autre part, est versé à partir du fonds de compensation de la fiscalité transférée. Ce montant est de 2 122,026 MF en 1999, et de 2 180,652 MF en 2000. Il n'est pas déterminé actuellement pour 2001.

## Équipement

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Intérieur et décentralisation</b>						
Dotations régionale et départementale d'équipement scolaire et des collèges (chap. 67-56) dont :						
Dotation régionale d'équipement scolaire (art. 10)						
AP	3 310 070	3 310 070	3 442 853	3 442 853	3 566 796	3 623 865
CP	3 246 545	3 246 545	3 347 270	3 347 270	3 464 370	3 562 258
Dotation départementale d'équipement des collèges (art. 20) :						
AP	1 637 474	1 637 474	1 709 698	1 709 698	1 771 247	1 799 587
CP	1 606 049	1 606 049	1 658 622	1 658 622	1 718 937	1 768 994
<b>Total dotations d'équipement :</b>						
<b>AP</b>	<b>4 947 544</b>	<b>4 947 544</b>	<b>5 152 551</b>	<b>5 152 551</b>	<b>5 338 043</b>	<b>5 423 452</b>
<b>CP</b>	<b>4 852 594</b>	<b>4 852 594</b>	<b>5 005 892</b>	<b>5 005 892</b>	<b>5 183 307</b>	<b>5 331 252</b>

## COMPENSATIONS D'EXONÉRATIONS ET DE DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
Contrepartie de divers dégrèvements législatifs sur contributions directes locales (chap. 15-01 du budget des charges communes)	47 410 000	47 410 000	47 988 000	47 988 000	60 355 000	54 897 000
Contrepartie de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties (chap. 41-51 du budget de l'intérieur et de la décentralisation)	315 085	307 878	320 023	148 808	225 000	222 800
<b>Total</b>	<b>47 725 085</b>	<b>47 717 878</b>	<b>48 308 023</b>	<b>48 136 808</b>	<b>60 580 000</b>	<b>55 119 800</b>

## COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Agriculture et pêche</b>						
Fonds national de l'eau (compte 902-00) (1) :						
1 <sup>ère</sup> section FNDAE						
AP	1 011 936	997 159	984 777	913 393	1 019 700	989 194
CP	1 676 325	742 010	1 904 315	822 314	2 030 318	989 194
2 <sup>e</sup> section FNSE :						
AP					152 500	195 500
CP					152 500	195 500
Fonds forestier national (compte 902-01) (2) :						
AP	202 200	112 832	209 220	85 000		
CP	208 480	104 566	217 220	97 500		
Fonds national des haras et des activités hippiques (compte 902-19) :						
AP	26 115	22 879	17 066	10 140	20 759	16 833
CP	44 255	26 187	31 897	20 191	25 539	16 833
<b>Total agriculture et pêche :</b>						
<b>AP</b>	<b>1 240 251</b>	<b>1 132 870</b>	<b>1 211 063</b>	<b>1 008 533</b>	<b>1 192 959</b>	<b>1 201 527</b>
<b>CP</b>	<b>1 929 060</b>	<b>872 763</b>	<b>2 153 432</b>	<b>940 005</b>	<b>2 208 357</b>	<b>1 201 527</b>
<b>Jeunesse et sports</b>						
Fonds national pour le développement du sport (compte 902-17, chap. 11 et 12) :						
AP	376 400	136 747	360 383	102 764	371 083	130 000
CP	276 838	127 667	309 291	48 830	375 461	130 000
<b>Total jeunesse et sports :</b>						
<b>AP</b>	<b>376 400</b>	<b>136 747</b>	<b>360 383</b>	<b>102 764</b>	<b>371 083</b>	<b>130 000</b>
<b>CP</b>	<b>276 838</b>	<b>127 667</b>	<b>309 291</b>	<b>48 830</b>	<b>375 461</b>	<b>130 000</b>
<b>Total comptes spéciaux du Trésor :</b>						
<b>AP</b>	<b>1 616 651</b>	<b>1 269 617</b>	<b>1 571 446</b>	<b>1 111 297</b>	<b>1 564 042</b>	<b>1 331 527</b>
<b>CP</b>	<b>2 205 898</b>	<b>1 000 430</b>	<b>2 462 723</b>	<b>988 835</b>	<b>2 583 818</b>	<b>1 331 527</b>

(1) depuis 2000, le compte 902-00 compte deux sections.

(2) crédits imputés sur le chapitre 61-45 du budget Agriculture depuis 2000.

## **Fiscalité transférée**

---



Comme indiqué précédemment (cf. p. 19), l'article 102 de la loi du 2 mars 1982 et les articles 94 et 95 de la loi du 7 janvier 1983, codifiés aux articles L. 1614-1 à 1614-5 du code général des collectivités territoriales, ont posé les principes fondamentaux régissant le financement des accroissements de charge résultant pour les collectivités locales des transferts de compétence. Ceux-ci sont ainsi intégralement compensés par transfert aux collectivités locales de ressources équivalentes aux dépenses réalisées par l'État à la date du transfert. Ces ressources comprennent des ressources fiscales et des ressources budgétaires.

La fiscalité transférée est composée de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (régions), des droits d'enregistrement et taxe départementale de publicité foncière (départements) et taxe différentielle sur les véhicules à moteur (départements).

Les évolutions notables du produit de la fiscalité transférée au cours de ces dernières années s'expliquent par :

- la baisse des droits de mutation à titre onéreux ;
- les exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

Le projet de loi des finances pour 2001 propose en effet la suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur pour les véhicules particuliers appartenant à des personnes physiques.

## FISCALITÉ TRANSFÉRÉE

(En milliers F)

Nature des taxes	1998	1999	Prévisions	
			2000	2001
Cartes grises (régions)	8 092 504	8 501 567	8 860 000	} 41 390 000
Vignettes (départements et région Corse) (1)	14 583 580	14 231 236	2 330 000	
Droit départemental d'enregistrement et taxe de publicité foncière départementale	24 431 323	27 130 973	28 270 000	
<b>Total fiscalité transférée</b>	<b>47 107 407</b>	<b>49 863 776</b>	<b>39 460 000</b>	<b>41 390 000</b>
<b>Total fiscalité transférée perçue par les collectivités locales</b>	<b>47 107 407 (2)</b>	<b>49 863 776 (3)</b>	<b>39 460 000 (4)</b>	<b>41 390 000 (5)</b>

(1) Le produit perçu par la région Corse est, depuis 1993, perçu par la collectivité territoriale de Corse.

(2) Dont un montant de 3 240,849 MF reversé aux départements au moyen du fonds de compensation de la fiscalité transférée.

(3) Dont un montant de 2 122,026 MF reversé aux départements au moyen du fonds de compensation de la fiscalité transférée.

(4) Dont un montant de 2 180,652 MF reversé aux départements au moyen du fonds de compensation de la fiscalité transférée.

(5) Dont un montant non déterminé actuellement qui sera reversé aux départements au moyen du fonds de compensation de la fiscalité transférée.

## **Collectivité territoriale de Corse**

loi n° 91-428 du 13 mai 1991

---



■ La loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse a transféré à la collectivité territoriale de Corse des compétences supplémentaires accompagnées des ressources. Les compétences transférées concernent les domaines suivants :

- voirie (construction, aménagement, entretien et gestion de la voirie classée en route nationale),
- culture (actions en matière de diffusion artistique et culturelle, de sensibilisation et d'enseignement artistique),
- formation professionnelle (mise en œuvre des actions d'apprentissage et de formation professionnelle continue)
- agriculture,
- DATAR (transfert de crédits au titre de la mission interministérielle de développement économique).

Ces transferts de compétences ont été compensés par un transfert de fiscalité, le produit des droits de consommation sur les alcools perçus en Corse (38 MF en 2001) et, pour le solde, par un transfert budgétaire (205 MF en 2001 sur la dotation générale de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse).

Cette même loi a transféré à la collectivité territoriale de Corse des crédits budgétaires au titre de la continuité territoriale (1 018 MF en 2001) et des offices agricoles corses (44 MF en 2001), qui sont intégrés dans la dotation générale de décentralisation allouée à la Corse.

La collectivité territoriale de Corse bénéficie également d'une compensation au titre du transfert entré en vigueur en 1983 au titre de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Le montant est versé par le ministère chargé de l'emploi au moyen de la dotation générale de décentralisation inscrite sur son budget (45 MF en 2001).

■ La loi du 30 juillet 1982 avait déjà transféré à la région de Corse un certain nombre de compétences, compensées par des ressources budgétaires (164 MF en 2001 sur la dotation générale de décentralisation) et par un transfert fiscal, la taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

■ Les articles 2-IV et 5 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse ont par ailleurs institué un prélèvement sur les recettes de l'État (cf. p. 21) destiné :

- à tenir compte, à compter de 1995, de la suppression de la part départementale de la taxe professionnelle en Corse. Ce prélèvement est égal, pour chaque département, à 1,5 % du produit de la taxe intérieure de consommation perçue sur les produits pétroliers mis à la consommation en Corse ;
- à compenser, à compter de 1994, le solde des charges provenant des transferts de compétences résultant de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse. Ce prélèvement est égal à 10 % de la taxe intérieure de consommation perçue sur les produits pétroliers mis à la consommation en Corse.

## COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE CORSE

### Dotations de fonctionnement liées au transfert de compétences

(En milliers F)

Chapitres	1998		1999		2000	2001
	Ouverts	Consommés	Ouverts	Consommés	Ouverts	Prévisionnels
<b>Dotation générale de décentralisation</b>						
Dotation générale de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse (chap. 41-57 du budget de l'intérieur et de la décentralisation)	1 264 244	1 264 244	1 300 180	1 300 180	1 310 855	1 391 741
Dotation générale de décentralisation – Compensation des transferts de compétence dans le domaine culturel (chap. 41-10 art 20 du budget de la Culture et de la communication)	38 427	38 427	39 495	39 495	39 820	41 183
<b>Total</b>	<b>1 302 671</b>	<b>1 302 671</b>	<b>1 339 675</b>	<b>1 339 675</b>	<b>1 350 675</b>	<b>1 432 924</b>
<b>Fiscalité transférée</b>						
Droits de consommation sur les alcools perçus en Corse		31 639		34 708	36 200	37 900
<b>Total général</b>	<b>1 302 671</b>	<b>1 334 310</b>	<b>1 339 675</b>	<b>1 374 383</b>	<b>1 386 875</b>	<b>1 470 824</b>

## **Annexe**

---



## Glossaire

Dotation	Définition	Références juridiques	Montant prévu en 2001 (en MF)	Contrat de croissance et de solidarité
<b>Prélèvements sur recettes</b>				
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DGF constitue la principale dotation de fonctionnement. Elle est attribuée aux communes, aux établissements de coopération intercommunale et aux départements.</li> <li>- Elle est indexée sur le taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation de l'année, majoré de la moitié du taux d'évolution du PIB en volume de l'année précédente. Un dispositif de régulation et de recalage de la dotation est prévu lorsque les indicateurs économiques réels sont différents de ceux ayant servi de base au calcul de la dotation initiale.</li> <li>- Elle comprend une dotation forfaitaire, correspondant à un tronc commun perçu par toutes les collectivités bénéficiaires, et une dotation d'aménagement composée de trois fractions : la dotation des groupements, la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale.</li> </ul>	Articles L. 1613-1 et L. 1613-2 du CGCT Articles L. 2334-7 à L. 2334-11 du CGCT Articles L. 2334-13 à L. 2334-23 du CGCT Articles L. 3334-1 à L. 3334-9 du CGCT	115 809	x
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle est destinée à compenser aux communes les charges qu'elles supportent du fait de l'obligation qui leur est faite de loger les instituteurs.</li> <li>- Elle comprend deux parts, l'une versée aux communes afin de compenser les charges afférentes aux logements occupés par les instituteurs ayant-droit, l'autre destinée au versement de l'indemnité représentative de logement.</li> </ul>	Articles L. 2334-26 à L. 2334-31 du CGCT	2 164	x

Dotation	Définition	Références juridiques	Montant prévu en 2001 (en MF)	Contrat de croissance et de solidarité
Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP)	Alimenté par quatre types de ressources (cotisation nationale de péréquation de la TP, deux dotations de l'Etat et une contribution de France Telecom et de La Poste), ce fonds est constitué de deux fractions : la dotation de développement rural et une seconde fraction divisée en trois parts (dispositif de compensation des pertes de bases de TP subies par les communes et leurs groupements, de compensation des diminutions de DCTP et une part résiduelle attribuée à des communes en grandes difficultés financières) Le solde après prélèvement alimente le FNP.	Articles 1648 B et 1648 B <i>Bis</i> du CGI	3 943	x (pour la part État)
Dotation élu local	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle est attribuée aux communes rurales de moins de 1 000 habitants dont le potentiel fiscal est inférieur au potentiel fiscal moyen des communes de la strate.</li> <li>- Elle est répartie uniformément entre les communes éligibles sous la forme d'une dotation unitaire annuelle.</li> <li>- Elle est destinée à permettre aux élus de ces communes d'exercer leurs fonctions électives.</li> </ul>	Article L. 2335-1 du CGCT	285	x

Dotation	Définition	Références juridiques	Montant prévu en 2001 (en MF)	Contrat de croissance et de solidarité
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP)	<p>- Elle vise la compensation des pertes de recettes fiscales des communes résultant des mesures d'allègement de la taxe professionnelle (plafonnement des taux communaux, réduction de la fraction imposable sur les salaires, abattement général de 16 % des bases et réduction pour embauche et investissement).</p> <p>- Depuis 1996, les trois premières fractions, jusque là indexées sur l'indice de variation des recettes fiscales nettes de l'État, servent de variable d'ajustement dans le cadre de la mise sous enveloppe de certaines dotations (« contrat de croissance et de solidarité » pour la période 1999-2001).</p>	Article 6 modifié de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986)	11 209 (hors REI)	x (hors REI)
Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	Il permet le remboursement de la TVA payée par les collectivités locales sur leurs dépenses réelles d'investissement réalisées au cours du dernier exercice clos ou, pour les communautés de villes, de communes et d'agglomération, l'année même de la réalisation des investissements.	Articles L. 1615-1 à L. 1615-10 du CGCT	23 500	

Dotation	Définition	Références juridiques	Montant prévu en 2001 (en MF)	Contrat de croissance et de solidarité
Amendes forfaitaires de la circulation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elles sont collectées sur la voirie publique et réaffectées aux collectivités locales en fonction du nombre de contraventions constatées l'année précédente sur le territoire des collectivités bénéficiaires.</li> <li>- Les sommes attribuées aux communes et groupements de plus de 10.000 habitants font l'objet d'un versement direct. Pour les autres collectivités, le produit est réparti par les conseils généraux. La région Ile-de-France fait l'objet d'un traitement particulier.</li> <li>- Elles sont obligatoirement destinées au financement d'opérations visant l'amélioration de la sécurité routière et des transports en commun.</li> </ul>	Articles L. 2334-24 et L. 2334-25 du CGCT	2 080	

### Dotations budgétaires

Dotation générale de décentralisation (DGD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle est destinée à compenser pour partie les compétences transférées aux collectivités locales dans le cadre des lois de décentralisation.</li> <li>- Elle progresse chaque année en fonction du taux d'évolution de la DGF de loi de finances initiale à loi de finances initiale.</li> </ul>	Articles L. 1614-1 à L. 1614-5 du CGCT pour les principes	37 264 (DGD culture, formation professionnelle et Corse comprises)	x
---	--	---	--	---

Dotation	Définition	Références juridiques	Montant prévu en 2001 (en MF)	Contrat de croissance et de solidarité
Dotation globale d'équipement (DGE)	<p>- Elle a été instituée en 1983 pour aider les communes et les départements à financer leurs équipements et infrastructures. Elle bénéficie aux communes, aux groupements, aux départements, ainsi qu'aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et aux centres de la fonction publique territoriale. Elle n'est pas attribuée lorsque les opérations sont susceptibles de bénéficier de subventions relevant de chapitres budgétaires limitativement énumérés.</p> <p>- Depuis 1996, la DGE des communes est réservée aux communes de moins de 2.000 habitants et à celles de moins de 20.000 habitants dont le potentiel fiscal est inférieur à 1,3 fois le potentiel fiscal moyen de la strate. Elle est attribuée sous forme de subventions par opération.</p> <p>- La DGE des départements comprend deux parts. La première part est divisée en trois fractions, la première répartie par application d'un taux de concours aux investissements prévus, la seconde fonction de la longueur de la voirie et la troisième attribuée aux départements à faible potentiel fiscal. La deuxième part comprend également trois fractions, la première répartie par application d'un taux de concours aux dépenses d'aménagement foncier et aux subventions versées pour des travaux d'équipement rural, la seconde destinée aux départements à faible potentiel fiscal et la troisième dite « aménagement foncier ».</p>	Articles L. 2334-32 et suiv. et L. 3334-10 à L. 3334-15 du CGCT	577 en AP 5 534 en CP	x

Dotation	Définition	Références juridiques	Montant prévu en 2001 (en MF)	Contrat de croissance et de solidarité
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il s'agit d'une dotation destinée à compenser les transferts de compétence prévus par les lois de décentralisation.</li> <li>- Elle est attribuée aux départements pour les investissements relatifs aux collèges.</li> <li>- Elle est répartie entre régions en fonction de la population scolarisable et de la capacité d'accueil. Elle est ensuite ventilée entre départements par la conférence des présidents de conseils généraux.</li> </ul>	Article L. 3334-16 du CGCT	1 800 en AP 1 769 en CP	x
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il s'agit d'une dotation destinée à compenser les transferts de compétence prévus par les lois de décentralisation.</li> <li>- Elle est attribuée aux régions pour les investissements relatifs aux lycées ou aux établissements de niveau équivalent.</li> <li>- Elle est répartie entre régions en fonction de la population scolarisable et de la capacité d'accueil.</li> </ul>	Article L. 4332-3 du CGCT	3 624 en AP 3 562 en CP	x
Fonds national de péréquation (FNP)	<p>Deux prélèvements sont effectués sur ce fonds alimenté par le solde du FNPT et une dotation de l'État. Le premier a pour objet la compensation des exonérations de TP en ZRU et ZRR. Le second correspond à la quote-part pour les DOM. Le solde après prélèvements permet de verser une attribution aux communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne nationale.</p>	Article 1648 B Bis du CGI	859 (dotation de l'État)	x

*IMPRIMERIE NATIONALE*

0 004207 1 ► M1